

URGENCE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Plusieurs zones de Wallonie ont subi des inondations tragiques en ce mois de juillet 2021. Le MOC Luxembourg témoigne son soutien aux sinistrés.

La première urgence est sociale. Si la solidarité citoyenne fait chaud au cœur, la détresse des familles sinistrées est bien plus profonde. Perdre sa maison, être relogé, être privé de gaz et/ou d'électricité, s'occuper de toutes les démarches administratives, veiller sur sa famille, la santé physique et mentale, sont des préoccupations vitales. Les communes sont en première ligne et au four et au moulin pour trouver des solutions. Mais demain et après, où logeront ces familles ? Cette catastrophe remet en lumière le manque de logements décentes en Wallonie. Le Gouvernement Wallon en 2019 s'est engagé à créer 12.000 logements publics supplémentaires. Où en est-on deux ans plus tard ?

L'autre urgence est la prise de conscience des conséquences du réchauffement climatique. Pour Jean Jouzel¹, climatologue français et ancien vice-président du GIEC, « il faut prendre le temps d'analyser si le réchauffement climatique est responsable des inondations. En revanche, il est clair que depuis plusieurs rapports, le GIEC prévoit une intensification des événements extrêmes de ce type, notamment les pluies [...] Le risque, c'est que nos infrastructures ne soient plus assez adaptées, et qu'on ne maîtrise plus rien. L'exemple des récents pics à 50 degrés au Canada, et ses conséquences, est très parlant ». L'impact de l'homme sur l'environnement est connu (voir le dossier ci-après pages 6-7-8). Pourtant, malgré les déclarations, l'adaptation de nos modes de vie, de production et de consommation est beaucoup trop lent. Depuis ce 29 juillet, jour de dépassement planétaire, l'humanité a utilisé autant de ressources biologiques que ce que la Terre peut régénérer en

une année. Cela signifie que pendant les derniers 5 mois de l'année, nous vivons à crédit.

L'urgence climatique est globale, les actes posés ici ont des conséquences à l'autre bout de la terre et inversement.

L'imperméabilisation des sols est un réel problème. En 2019, le Gouvernement wallon a décidé de mettre un stop à l'artificialisation des terres en 2050 ! Non seulement le timing est très lointain, mais les outils (Code du développement du territoire notamment) ne permettent pas d'atteindre l'objectif. Si l'artificialisation des sols a connu une montée jusque dans les années 90 avec 2500 ha/an, nous sommes toujours aujourd'hui à 1250-1500 ha/an. Il est possible de changer la tendance. Une redensification raisonnable, l'utilisation des friches (Sites à réaménager), l'activation des immeubles inoccupés sont parmi les solutions à mettre en oeuvre.

Le type d'agriculture a également une influence sur les épisodes récents. Les cultures de grandes superficies, au sol compacté, l'absence de haies favorisent le ruissellement des eaux.

Une transformation radicale de notre approche du logement, de l'occupation du sol, de l'agriculture est nécessaire. Sans quoi, nous sommes condamnés à revoir les images de désolation récentes.

Jean-Nicolas Burnotte,
Secrétaire fédéral du MOC Luxembourg

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Catherine Plainchamp

P. 6-7-8

Dossier :
« Retour sur l'Observatoire Politique 2020-2021 : l'humain et son environnement »

¹ AFP, « Nous visons les prémices du réchauffement climatique », La Libre Belgique, 17 juillet 2021, <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2021/07/17/inondations-nous-vivons-les-premices-du-rechauffement-climatique-NCGDHIZIAGZDFPJZF7TQXVBEM5Y/> (consulté le 26-07-2021)

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

JOURNÉE D'ÉTUDE DU CIEP « ENSEMBLE, DÉCONSTRUISONS LE RACISME STRUCTUREL »

Le 21 septembre prochain aura lieu la journée d'étude du CIEP en guise de lancement de sa campagne 2021 sur le racisme structurel. Depuis des années, le MOC lutte contre la triple domination : capitalisme, patriarcat et racisme. Cette campagne interpellera sur l'impact de ce système dans la vie quotidienne des personnes racisées au travers de thématiques spécifiques : travail, santé, logement, police,... A travers cette campagne, nous voulons mettre l'accent sur la domination raciste, fortement invisibilisée dans notre société et dans notre mouvement.

Programme :

- 9:00 Accueil café
- 9:30 Mot d'accueil et présentation de la campagne
- 9:50 « Racisme structurel : enjeux contemporains de la lutte anti-raciste et retours de bâton » par Ghalia DJELLOUL (BePax)
- 10:45 Pause-café
- 11:00 « S'allier et s'engager » par Mireille TSHEUSI-ROBERT (Bamko)
- 12:00 Paroles du MOC et ses organisations
- 12:30 Pause-repas
- 13:30 Divers ateliers thématiques d'informations, de témoignages et d'échanges



Centre de formation et de réunion de Bouge
Chaussée de Louvain, 510
Gratuit – Un lunch vous sera offert sur place

INSCRIPTIONS

Pour le 6 septembre 2021 auprès de Francine Baillet (Ciep)
☎ 02 246 38 41
✉ francine.baillet@ciep.be

MYCÉLIUM, EXPLORONS LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Le CIEP Luxembourg vous invite à co-construire une réflexion sur la « démocratie participative » pour envisager autrement notre pouvoir d'action en tant que citoyen.

Depuis plusieurs années, la participation citoyenne est au coeur du projet politique local et pose question quant à sa mission première visant à donner davantage la parole aux citoyens : budget participatif, consultation populaire, conseils consultatifs,... Ces outils permettent-ils réellement l'implication des citoyens dans la prise de décision politique ?

Questionnons ensemble la démocratie participative et explorons des dynamiques démocratiques nouvelles qui réinventent les rapports entre élus et citoyens en proposant un autre partage de l'exercice du pouvoir (tirage au sort, autogestion, communalisme...).



Offrons-nous une compréhension nouvelle de ces formes de démocraties à travers une série de rencontres, de visites et de moments d'échanges en nous plongeant au coeur d'expériences réalisées ici, ailleurs, aujourd'hui et dans l'histoire.

Le Ciep vous propose une formule conviviale qui articule co-construction de savoirs et expérimentation d'outils en intelligence collective.

Le travail du groupe de réflexion s'articule en 15 séances, d'octobre 2021 à juin 2022 (un jeudi sur deux, hors vacances scolaires) à Arlon de 18h30 à 21h30. Les séances sont gratuites et ouvertes à toutes et tous.

INFOS ET INSCRIPTIONS

☎ 063/21 87 38
✉ a.thomas@mocluxembourg.be

« SOCRATE PHILOSOPHE » À ARLON, HABAY, NEUFCHÂTEAU

Démocratie, populisme, totalitarisme... Pouvoir, surveillance, autorité,... Libéralisme, Socialisme... Que recouvrent ces mots ? Quelles réalités traduisent-ils ?

Le Ciep propose un ensemble de moments de réflexion sur des questions de philosophie politique. À partir d'un exposé, quelques documents, un texte, une vidéo, un témoignage,... il s'agit de mettre en commun nos capacités de penser. La démarche est accessible à tous, n'exige aucun prérequis.

Des cycles d'une douzaine de rencontres

- Arlon, des mercredis en soirée (19h à 21h)
- Habay, des lundis en après-midi (13h30 à 15h30)
- Neufchâteau, des mercredis en soirée (19h30 à 21h30)

INFOS ET INSCRIPTIONS

Animateur : Bernard Kerger

☎ 0495/15 08 46

✉ b.kerger@mocluxembourg.be



TROUVER SA VOIE PROFESSIONNELLE AVEC « VISA POUR L'EMPLOI »

« La formation 'Visa pour l'Emploi' m'a apporté la confiance et la motivation que je cherchais pour avancer dans mon projet professionnel. Grâce à mes stages dans le secteur social, j'ai découvert que je pouvais encore apporter quelque chose à quelqu'un, que je pouvais être utile à des personnes en dehors de ma famille. »



pédagogique à votre écoute ? Alors n'hésitez pas à rejoindre la formation « Visa pour l'Emploi » !

Cette année, l'équipe de Mode d'Emploi accompagnera un groupe de femmes à Bouillon à partir du 11 octobre et à Virton à partir du 8 novembre. Au programme de ces 8 mois de formation : un module pour

Besoin de reprendre confiance en vous, de découvrir vos compétences et de trouver une orientation professionnelle qui vous corresponde, comme en témoigne notre ancienne stagiaire ? Envie de prendre ou de reprendre le chemin du travail tout en étant soutenue dans vos démarches par d'autres femmes et une équipe

vous aider à construire votre projet personnel et professionnel, des modules de confiance en soi, de communication, de gestion de conflits, de gestion du stress, de techniques de recherche active d'emploi, de remise à niveau en français et maths, des stages en entreprises, d'initiation à l'informatique...

INFOS ET INSCRIPTIONS

ASBL Mode d'Emploi

☎ 063.23.23.87 / 0495.40.40.95

✉ modedemploi-luxembourg@viefeminine.be ou mdeluxembourg-coordo@viefeminine.be

Horaires et congés scolaires - 1 euro brut par heure de formation suivie – Remboursement des frais de déplacements et de garderie



UNE NOUVELLE ARRIVÉE À LA CSC LUXEMBOURG

Julie Coulon est diplômée d'un Bachelier Assistant Social et d'un Master en Gestion des Ressources Humaines. Avant de rejoindre les rangs de la CSC, Julie a travaillé dans le secteur de la jeunesse, pour ensuite rejoindre un CISP où elle était à la fois assistante sociale et formatrice en recherche d'emploi pour les personnes non-ressortissantes de l'UE.

En tant que nouvelle permanente à la CSC, ses tâches sont très variées. Premièrement, son devoir est d'informer et conseiller les personnes sur leurs droits au travail et sur la sécurité sociale dans sa

globalité. Ensuite, sa mission est également politique : permanente TSE (Travailleur Sans Emploi), elle a pour tâche de faire le relai aux niveaux local, wallon et national des revendications et projets liés à ces travailleurs. Si Julie est en première ligne, tant dans son action d'accompagnement que d'animatrice dans divers groupes de la CSC, elle est également en première ligne virtuelle, notamment dans son travail de communication sur les réseaux sociaux.

Dans son travail, Julie souhaite mettre en avant la qualité et la compétence, pour un

soutien adapté à toute personne qui la rencontre. Curieuse de nature, elle fait de sa soif d'apprendre une richesse professionnelle : la polyvalence de son travail combinée à une actualité de plus en plus rapide nécessite de se tenir informée et de parfaire régulièrement ses connaissances.

Nous lui souhaitons la bienvenue !



FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

CATHERINE PLAINCHAMP

QUEL EST VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL ?

J'ai fait des études d'assistante sociale pour ensuite travailler dans un service d'accompagnement pour personnes handicapées à Bruxelles. J'ai choisi de revenir dans la province et ai été directrice du service d'aide familiale de vie féminine pendant 7 ans. Je suis ensuite entrée à la MC en 1995 d'abord au service social puis je suis devenue directrice adjointe en 2003 et depuis 2019, je suis directrice à la MC-pôle Luxembourg. J'ai également eu le plaisir de faire un master à la Faculté Ouverte de Politique Economique et Social (FOPES) il y a 13 ans, une belle expérience !



Directrice de la Mutualité chrétienne de la province de Luxembourg



POURQUOI UNE TELLE REFONTE DE LA MC AUJOURD'HUI ?

La MC comme d'autres mutualités se trouve confrontée à des défis de grande envergure : il faut anticiper ceux liés à la réforme de l'État et au pacte qui la lie à l'État, faire face aux économies imposées au secteur, s'adapter aux changements et à la complexification de l'offre de soins, penser la digitalisation et l'automatisation et mettre tout en oeuvre pour réaliser ses ambitions. Pour atteindre ces objectifs, il faut penser à renforcer notre rôle de partenaire de confiance et de référence dans le domaine de la santé et du bien-être, être une organisation flexible, performante et transparente (pour nos collaborateurs et les volontaires) et aussi devenir une mutualité santé.

En ce qui concerne les facteurs qui ont conduit à cette refonte, il y a d'une part le constat, en regard des défis qui s'annoncent, d'un certain éclatement des moyens, de l'énergie, des pratiques ... entre les 19 mutualités régionales pour finalement accomplir les mêmes missions et offrir des services relativement similaires ; d'autre part, la nécessité d'unir nos forces pour renforcer notre organisation de façon structurelle pour encore mieux servir nos membres.

QUELLES SONT LES GRANDES LIGNES DE LA MC DE DEMAIN ?

Nous allons renforcer notre ancrage local. Chaque mutualité régionale en Wallonie et à Bruxelles devient un pôle de la MC. Pour atteindre cet objectif, nous créons de nouvelles instances locales : 1 conseil de participation par centre mutualiste (5 CMS) du pôle qui couvre la province de Luxembourg, 1 conseil de la santé et de

l'action mutualiste par pôle, 1 ASBL médico-sociale (Intermedso) en charge du développement des projets du pôle. Ces instances seront principalement composées de volontaires intéressés par notre activité et nos missions. C'est quelque part un retour aux sources dans une logique de mouvement social impliquant des membres, non-membres et professionnels... Par notre nouvelle organisation, nous développerons une plus grande efficacité des services globaux ; une approche du service aux membres plus en phase avec leurs besoins, une offre de services harmonisée avec des processus identiques tant pour notre assurance obligatoire que complémentaire et des collaborateurs impliqués dans un nouveau type de leadership.

QUELLES SERONT LES IMPLICATIONS DE CE CHANGEMENT POUR LE PERSONNEL ET COMMENT AMORCER CELUI-CI ?

La transformation de la MC a démarré en 2018 et a été initiée par étapes tout en privilégiant la continuité du service pour nos membres qui ne devraient pas être impactés par nos changements en interne pour le moment. Nous espérons qu'ils bénéficieront au plus vite des bénéfices de notre nouvelle organisation. Pour cela, les rôles et fonctions des encadrants principalement ont été redéfinis et des changements de fonction ont eu lieu.

Chacun a eu l'occasion de faire un choix vers une nouvelle responsabilité et à ce jour, tous les collaborateurs ont trouvé leur place. Nous veillons également à organiser des temps d'(in)formations régulières pour que chacun puisse trouver réponse aux questions relatives aux perspectives de cette nouvelle organisation, son sens, son opérationnalisation... Nous souhaitons donner le temps au temps, sans précipitation, pour permettre à chacun d'amorcer cette nouvelle approche de la façon la plus sereine

possible, dépendant des sensibilités et personnalités de chacun. Hélas, le Covid s'est invité dans cette trajectoire, ce qui n'a pas facilité les choses ; nous avons souffert du manque de contacts, de liens entre collègues pendant cette longue période et nous espérons retrouver de manière plus pérenne une ambiance de travail conviviale.

LA CRISE SANITAIRE EST EN EFFET PASSÉE PAR LÀ. QUELLE LECTURE FAITES-VOUS DES CONSÉQUENCES SOCIÉTALES DE LA CRISE ?

Cette pandémie nous a obligé en un temps record à passer dans un monde quasi exclusivement virtuel. Chacun s'est retrouvé en télétravail en moins de 2 semaines sans plus de contact direct et quotidien avec ses collègues mais non plus avec les membres. Cette situation a été difficile à vivre par nos collaborateurs de première ligne notamment pour qui le service aux membres est primordial. Nos volontaires impliqués dans l'action sociale ont été bousculés, ils se sont quasiment retrouvés privés de ce qui faisait sens pour eux : leur engagement ...

Au-delà de notre sphère mutualiste, c'est la question du lien social qui tisse notre société qui est réinterrogée. Après une si longue période de pandémie et une transformation de cette envergure, nous voulons saisir les opportunités qui se présentent à nous pour

réfléchir à la façon dont nous allons répondre aux nouveaux besoins qui ont émergé chez nos membres, nos collaborateurs et nos volontaires. En effet, si nous devons accepter que certaines choses ont moins bien fonctionné, certaines perspectives se dessinent et pourraient permettre notamment une amélioration des services aux membres par une plus grande diversité des formes de contact mais également pour nos collaborateurs par la pratique du télétravail, l'équilibre vie professionnelle/vie privée... Nous commençons à avoir un peu de recul pour réfléchir à la mise en place des meilleures pratiques.

LA MC FAIT FACE À DE MULTIPLES SITUATIONS : BURN OUT, MALADIES MENTALES, ALLONGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL, INCAPACITÉS... LES GRANDS CHANGEMENTS AMORCÉS VONT-ILS PERMETTRE À LA MUTUALITÉ DE TENIR LE CHOC FINANCIÈREMENT ?

Nous constatons une multiplication de causes et du nombre des incapacités de travail de longues durées. Ce sont les dépenses de l'INAMI qui sont ici en difficultés. En effet, en Belgique notre système de sécurité sociale prend pleinement à charge la couverture des différents risques et c'est bien la force de notre système qui propose une protection sociale basée sur la solidarité. Néanmoins cette situation est préoccupante pour cette

branche santé de la sécurité sociale à laquelle s'ajoutent les dépenses des soins liées aux mesures covid, à l'accélération de la vaccination, les mesures de confinement dans les hôpitaux, les soins déprogrammés,... Et ce, dans une société où le moteur économique qui est activé en grande partie par le travail a subi un coup de frein énorme. La question des recettes se pose en effet. On parle de plan de relance, il y contribuera sans doute mais selon moi, on ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur notre système de développement en perte de sens qui nous mène vers une société de plus en plus duale où quelques-uns s'enrichissent de façon démesurée alors qu'une tranche de plus en plus grande de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Les inégalités sociales s'amplifient dans nos pays et doivent être combattues. Cela devra passer par une réflexion et une mise en oeuvre de nouvelles perspectives de développement où l'humain est réellement au centre des préoccupations. Sans cela, nous risquons de nous asphyxier nous-mêmes... Réfléchissons à un modèle qui permettrait à chacun d'être plus en phase avec ses aspirations par rapport au travail, au bien-être, à ses besoins tout en contribuant au développement des services collectifs et au maintien d'une protection sociale forte. Le défi est grand et nécessite selon moi, un réel changement de paradigme.

Interview : Marie-Christine Dewez

« CATHERINE REMET LE PRIX... »

• DU LIVRE INSPIRANT À :

« La tresse » de Laetitia Colombani

C'est l'histoire de trois femmes issues de milieux tout à fait différents et dont les vies vont s'entremêler. Quelque chose de solidaire et de commun va relier ces 3 situations.

• DU FILM INSPIRANT À :

« Intouchables » d'Olivier Nakache et Éric Toledano

J'aime l'approche avec laquelle ce film met d'égal à égal une personne atteinte dans son autonomie et son aidant qui est respectueux. La situation est traitée avec beaucoup de tendresse et d'humour. C'est un film populaire, qui a mis une problématique en lumière qui sans doute ne touchait pas beaucoup de monde.

• DE L'ÉVÉNEMENT MARQUANT À :

La situation des sans-papier au Béguinage à Bruxelles et la course au tourisme dans l'espace

J'ai entendu récemment aux infos deux sujets consécutifs. Le premier évoquait la situation des sans-papier qui mènent une grève de la faim à Bruxelles parce qu'ils sont dans une situation de non droits humains élémentaires. Ils sont entourés de nombreux citoyens et d'associations mobilisés autour de cette question, mais la réponse politique attendue n'arrive pas. Et puis, le sujet suivant, sans transition, traitait du projet de plusieurs milliardaires qui se lancent dans la conquête de l'espace à des fins touristiques. Cela me choque, c'est bien là tout le paradoxe de notre société !



« RETOUR SUR L'OBSERVATOIRE POLITIQUE 2020-2021 : L'HUMAIN ET SON ENVIRONNEMENT »



Cette année l'Observatoire Politique du MOC a proposé un cycle de réflexions consacré à l'impact de l'humain sur son environnement. Le contexte sanitaire n'a permis l'organisation que de deux soirées en présentiel, les autres ont eu lieu en visioconférence. Pour rappel, les thématiques de ces soirées étaient : le déploiement de la 5G, l'aménagement éolien, la gestion des déchets nucléaires, la gestion des ressources en eau, l'utilisation/artificialisation du sol et la résilience de nos forêts. Ce dossier retrace les réflexions importantes de ces rencontres. Nous tenterons simultanément de rendre compte des questions qui restent en suspens, d'insister sur certains constats et de rebondir sur les points d'attention qui nous

permettent de poursuivre nos réflexions. La complexité propre à chaque sujet traité lors de ces rencontres ne doit cependant pas nous empêcher d'établir une série de liens entre elles. Des liaisons se font lorsque notre démocratie, notre citoyenneté, notre avenir ou encore le monde vivant semblent en péril ou réduits à de simples logiques marchandes....

(MÉ)CONNAISSANCE DES IMPACTS

Lorsque l'on s'interroge sur la longévité des déchets nucléaires, sur les effets du déploiement de la 5G sur notre santé ou encore sur l'artificialisation des sols, nous sommes confrontés à la fois à des échelles de temps qui nous extraient de l'immédiateté mais aussi à nos limites en termes de connaissances scientifiques.

La soirée dédiée à l'utilisation des sols nous permet de faire un triste lien avec l'actualité belge du mois de juillet que nous aurions préféré éviter. Entre 1985 et 2015, nous assistions à une augmentation de 40% des surfaces artificialisées. Cette artificialisation (entendez « bétonisation ») se fait principalement au détriment de surfaces agricoles. L'intervenante nous apprenait que les sols devenus étanches contribuent à éroder la biodiversité. Cette baisse de biodiversité a aussitôt des effets négatifs sur les sols et le régime des eaux. Au fil des ans, notre politique d'aménagement du territoire, qui grignote toujours davantage, rend le sol incapable d'assurer des processus naturels simples tels que l'absorption des pluies. Les situations critiques se multiplient et s'aggravent, le cercle vicieux se dessine tout autour alors que la remise en question est à peine perceptible. Pour combien de temps encore ? Jusqu'où compterons-nous les personnes sinistrées ?

La soirée consacrée à la gestion des déchets nucléaires a été édifiante quant à l'impact de l'humain sur son environnement. D'une part, le choix du nucléaire nous engage dans une dimension temporelle hors-norme, d'autre part, notre capacité à traiter les déchets reste à ce jour totalement insuffisante. Si les intervenants préconisent des techniques de traitement déchets différentes, à savoir le stockage en surface des déchets ou leur enfouissement, ils sont d'accord sur un point : « On ne sait pas ! ». On ne sait pas si une nouvelle révolution technologique permettra de traiter les déchets nucléaires prochainement même s'il arrive que de telles

révolutions technologiques se produisent rapidement comme ce fût le cas avec le passage aux ampoules LED par exemple. « Sommes-nous prêts cependant à nous appuyer sur ce pari pour gérer nos déchets les plus toxiques ? », s'interroge un de nos invités. L'enfouissement permettrait de nous débarrasser provisoirement des déchets au moment où leur radiotoxicité est la plus importante, fait qui en l'absence de solution efficace n'est pas à écarter. En outre, on ne sait pas non plus si nos descendants seront capables d'aller rechercher les déchets enfouis pour les traiter.

Les espoirs sont basés sur des prouesses techniques éventuelles et futures qui ne modifient pas fondamentalement nos modes de vie et de consommation.

Un participant se demande dans quelle mesure l'enfouissement définitif est un moyen de maintenir la filière nucléaire dans le sens où une fois débarrassé des déchets, il est possible de continuer à en produire. « Pourquoi faudrait-il se décider rapidement si le traitement de ces déchets nous emmène sur des échelles de temps lointaines » se demande quelqu'un d'autre. Cette situation peut nous donner l'impression que l'« on décide finalement de ne pas décider » comme a pu le partager quelqu'un dans l'assemblée.

Il est triste de constater le report des responsabilités et des erreurs d'hier sur les générations de demain. Les solutions sont postposées. D'une part, les espoirs sont basés sur des prouesses techniques éventuelles et futures qui ne modifient pas fondamentalement nos modes de vie et de consommation. D'autre part, rien ne semble freiner la production quotidienne de nouveaux déchets à l'échelle mondiale. La sortie du nucléaire semble toujours reportée à des plans d'actions dont les échéances sont déjà périmées alors que les risques pour notre santé, le vivant et l'environnement sont eux bien présents.

TECHNOCRATIE ET CONFISCATION DU DÉBAT CITOYEN

Aujourd'hui, quand les impacts sur notre santé et le vivant ne sont pas encore totalement connus, il est tout de même possible de développer son business. La soirée « 5G : le « progrès » à quel prix ? » fut éclairante à ce sujet.

Selon le président de l'ICNIRP¹, il faudrait 20 à 25 ans pour constater les effets à long terme de la technologie 5G². Avec ironie, on peut comprendre que pour les investisseurs, se permettre d'attendre ce laps de temps est impossible au vu des « opportunités considérables » que nous promet la 5G³. Compte tenu des risques de santé publique pointés par bon nombre de scientifiques, médecins, professeurs, est-ce inconcevable d'attendre 25 ans ? Tout se passe comme si le principe de précaution³ n'était plus qu'une amulette facilement contournable et les impacts sur l'environnement à l'échelle du globe relevaient de considérations d'ordre métaphysique. Un participant se demande à juste titre comment nous pouvons agir en tant que citoyen autrement qu'en signant des pétitions. Comment peut-on avoir un impact réel contre la modification permanente et imposée de nos modes d'existence ?

Le développement des technologies repose sur la mise à l'écart du débat démocratique.

Le développement des technologies repose sur la mise à l'écart du débat démocratique. On nous vend des technologies qui seraient dénuées de valeurs et « neutres ». Cependant, de leur conception à leurs possibilités d'utilisation, elles transforment notre quotidien et peuvent pour certaines d'entre-elles renforcer notre relation au pouvoir. Est-il encore possible aujourd'hui de questionner le bienfondé du passage à la 5G ? Doit-on la juger bénéfique par défaut et l'accepter aveuglement ?

Les technologies au sens large et les différents enjeux qui leur sont propres peuvent facilement nous désarçonner en tant que citoyen. Elles sont nombreuses et s'invitent (voire s'imposent) dans notre quotidien de façon parfois inopinée quand leur déploiement est mis en oeuvre par de puissants lobbies et leur attrait facilité par les moyens investis dans la publicité. Le langage mobilisé et les connaissances nécessaires à leur compréhension semblent de plus en plus l'apanage des experts.

La technocratie⁴ génère, selon le sociologue Théodore Roszak, deux grandes pathologies sociales : premièrement, l'exclusion de la majorité du corps social car la décision est monopolisée en

dernière instance par une caste d'experts, de techniciens ou de spécialistes. Deuxièmement, l'instance proprement politique est court-circuitée car la décision est le produit d'une expertise et non plus le fruit d'une délibération collective.

VISION À COURT-TERME, REVERS À LONG-TERME

L'obsession de perspective à court terme relative aux décisions prises par l'être humain a été relevée à plusieurs reprises lors des soirées de l'observatoire. Trop souvent, cette prédominance pour le prompt succès et la performance fait fi de la capacité de notre environnement à se régénérer. Lors de la soirée sur la résilience des forêts, on entendit « les implantations exotiques comme l'épicéa, on voit que ça ne marche pas sur le long terme ». Ces espèces n'offrent pas la résilience souhaitée à nos forêts. En effet, même les arbres, dont la fonction capitale n'est plus à prouver, nous sommes parvenus à les intégrer à cette logique de rentabilité immédiate. La culture d'espèces qui permettent des retombées économiques rapidement (espèces exotiques, monocultures) rend nos forêts vulnérables. Les coûts et bénéfices sont calculés sur de courtes périodes dans le but d'observer des résultats en l'espace d'une vie humaine. Le recours à l'énergie nucléaire constitue sans doute l'exemple le plus criant de cette vision à court-terme que peut avoir l'être humain dans la plus grande insouciance de l'équilibre de l'environnement qui l'entoure. Rappelons simplement que le programme nucléaire belge a débuté il y a à peu près 50 ans et que la dette écologique de nos déchets nucléaires s'étale sur une période que l'on estime aller jusqu'à un million d'années.

Que l'on parle d'éolien ou de 5G, la question de l'espérance de vie des appareils se pose également. La durée d'exploitation d'une éolienne tourne autour de 20-30 ans et le doute plane toujours au sujet du remplacement et du recyclage des éoliennes (matériaux composites) une fois qu'elles ont rempli leur rôle. Le même souci se pose pour les terminaux numériques. Avec l'arrivée de la 5G, on s'attend à une déferlante de déchets difficilement recyclables. L'obsolescence programmée bien connue de ces appareils n'est-elle pas une nouvelle illustration de cette dimension court-termiste orientée vers le profit ?

Si l'on tient compte des dérives et effets rebonds liés à nos avancées technologiques, n'est-il pas légitime d'attendre de nos représentants politiques que des mesures concrètes soient prises pour responsabiliser davantage ceux qui jusque-là n'en tirent que

¹ « L'ICNIRP est une commission scientifique indépendante internationale mise en place pour garantir la protection de la population et de l'environnement contre les rayonnements non ionisants (ondes électromagnétiques).

² Eric Van Rongen dans #Investigation : 5G, tous cobayés ?, RTBF, 16 septembre 2020.
https://www.rtb.be/info/dossier/investigation/detail_investigation-5g-tous-cobayes?id=10585087

³ La présence d'antenne relais tous les 100-150m à l'horizon 2024, une augmentation de l'exploitation minière nécessaire à la fabrication de nouveaux appareils et toutes les conséquences environnementales désastreuses qui en découlent, le déplacement de populations pour accéder aux ressources naturelles indispensables, la délocalisation de la pollution des pays riches vers les pays pauvres, une augmentation de la consommation énergétique (production des appareils, traitement de l'information...) un débit de données plus élevé et vivement, une société hyper-connectée...

³ Résolution 1815 du Conseil de l'Europe de 2011 : « Attendre d'avoir des preuves scientifiques et cliniques solides avant d'intervenir pour prévenir des risques pouvant entraîner des coûts sanitaires et économiques très élevés, comme dans les cas de l'amiante, de l'essence au plomb et du tabac », <http://assembly.coe.int/nw/xml/xref/xref-xml2html-fr.asp?fileid=17994>

⁴ Résumé de la pensée de Théodore Roszak sur la notion de « Technocratie » proposée par Mohammed Taleb dans son livre Théodore Roszak, vers une écopsychologie libératrice, Editions le passager clandestin. pp.17-18.

les bénéfiques ? Il est clair que l'on identifie plus facilement la poche dans laquelle se glisse les bénéfiques que celle qui va devoir assumer la responsabilité de déboires écologiques, sanitaires, sociaux,... eux souvent mutualisés.

RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

C'est souvent le même refrain qu'entend le citoyen qui est encouragé à faire « des choix responsables » ou « à faire sa part » comme l'indique la parabole du colibri. Ces responsabilités morales individuelles planant sur l'individu-consommateur sont revenues lors des soirées traitant des ressources naturelles, comme l'eau, les forêts, le sol. De manière récurrente, il a été évoqué qu'un travail de sensibilisation auprès de la population était nécessaire pour limiter notre impact, pour changer de paradigme. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette affirmation. Néanmoins, nous considérons qu'elle doit être couplée d'une responsabilisation forte et claire des industriels qui génèrent des profits colossaux et dont les dégâts environnementaux, sanitaires et socio-économiques le sont parfois tout autant.

À travers les différentes soirées du cycle, la question suivante a régulièrement été posée ; quelle est la responsabilité des producteurs, promoteurs et entreprises dans le cas où leur activité entraîne des conséquences négatives sur la santé publique, l'environnement,... ? Il ne sera pas aisé de donner une réponse complète ici tant les domaines d'activité et enjeux qu'ils recouvrent sont variables. Pourtant un vieux concept anglo-saxon du XIII^{ème} siècle en dessinait déjà les contours. C'est l'« accountability » ou l'obligation de rendre des comptes. Cette philosophie de vivre ensemble est constituée de responsabilité, de transparence et de sanction. L'objectif derrière ce concept est de rendre les acteurs économiques plus transparents et responsables.

A travers plusieurs illustrations ci-dessous, nous verrons que ce concept s'inscrit davantage dans la théorie et que tant que la machine économique est stimulée, les dommages qu'une activité économique peut engendrer sont souvent secondaires. Le déploiement de la 5G illustre à nouveau ce point à la fois sur des questions sanitaires et des questions environnementales. Dans le domaine de la santé publique, nombreux sont les médecins et scientifiques préoccupés par les potentiels risques des rayonnements des fréquences 5G sur la population. Si des conséquences néfastes pour la santé ne s'observaient que dans une vingtaine d'année, qui serait tenu pour responsable ? Qui devrait rendre des comptes ? Le respect du principe de précaution avancé par le gouvernement wallon engage-t-il les promoteurs ? Quels sont les dispositifs en place pour protéger le consommateur en cas de scandale sanitaire comme ce fut le cas pour l'amiante ou encore le diesel ?

Et quelle responsabilité vis-à-vis de l'environnement ? Avec l'arrivée de la 5G, la multiplication des usages et donc l'augmentation des transferts de données, les opérateurs vont voir leur consommation énergétique augmenter considérablement. Ces opérateurs peuvent

consommer et donc proposer des datas sans compter, sans la moindre régulation de la part des dirigeants ? En Wallonie, l'éolien est présenté comme une piste de sortie de l'énergie nucléaire (prévue pour 2025). Mais son développement est anarchique, dépourvu de toute stratégie globale. Le gouvernement wallon n'ayant pas encore légiféré sur la question, les promoteurs s'empressent de remettre des projets et les communes de la Province de Luxembourg se retrouvent assaillies de demandes. Autrement dit, les instruments de régulation avec des balises claires n'ont pas encore vu le jour et une nouvelle fois, la responsabilité des développeurs ne semble pas aller de soi. Alors oui, aucun effort, aussi minime soit-il n'est vain. Mais de nos représentants sur la scène politique, nous en attendons aussi. Des efforts se traduisant par des mesures fortes et structurelles envers le monde industriel pour le contraindre à faire preuve d'une réelle responsabilité collective. C'est au regard de l'intérêt général que ces considérations doivent être portées et non comme un énième argument commercial.

CONCLUSION

Les échanges lors de ces soirées nous laissent avec un ensemble de questions qu'il sera nécessaire de poursuivre à l'avenir : Manquons-nous simplement de connaissances scientifiques ou s'agit-il surtout de notre impossibilité à repenser notre système économique, nos modes de vie, notre consommation au sens large ou encore notre rapport au monde ? La spécialisation accrue des savoirs et des compétences nous empêche-t-elle d'avoir une vision holistique de la crise écologique en cours ? Sommes-nous encore capables de regarder en face le fonctionnement de nos civilisations prétendument proclamées « modernes » ? Ne serait-il pas judicieux de mesurer la réelle plus-value d'une technologie en amont de son déploiement plutôt que de miser sur notre avenir à coup de solutionisme technologique ? Si la technologie au sens large contribue à l'amélioration de nos vies, tout enjeu de société n'a pas forcément une réponse technologique.

Si la technologie au sens large contribue à l'amélioration de nos vies, tout enjeu de société n'a pas forcément une réponse technologique.

Face à un avenir climatique menaçant il semble difficile de remettre notre consommation en question, de réduire l'utilisation fanatique des ressources naturelles mondiales ou encore d'accepter que notre modèle de développement économique n'est plus viable. Prôner la mixité énergétique ou encore installer des éoliennes aux endroits les plus venteux et donc plus rentables ne diminuera pas notre insatiable appétit « énergétique ». Ne confondons plus « progrès » et croissance économique, si chère au libéralisme ambiant. Se tourner vers une sobriété et un usage raisonné et raisonnable des ressources naturelles ne nous oblige pas à vivre comme à l'âge de pierre. Réinclure les questions relatives aux technologies au sein du débat démocratique permettrait de nous focaliser sur leur utilité, leur inclusivité et sur leurs impacts environnementaux.